

Afrique et Moyen-Orient

Cette région a particulièrement retenu l'attention du Canada en 1977, notamment en raison des faits nouveaux survenus en Afrique du Sud et des coups de théâtre qui se sont produits au Moyen-Orient à la suite de la visite, au mois de novembre, du président Sadate en Israël, visite qui suivit de près celle du secrétaire d'État aux Affaires extérieures en Israël et en Égypte. En outre, des visites réciproques de dignitaires canadiens et africains venus de l'Afrique francophone ont souligné l'intérêt croissant du Canada pour cette partie du monde.

Comme les questions touchant l'Afrique et le Moyen-Orient ont dominé les délibérations du Conseil de sécurité cette année, il convient de relever un événement important: l'élection du Canada au Conseil, le 1^{er} janvier 1977, pour un mandat de deux ans.

Afrique anglophone et lusophone

La communauté internationale a déployé une somme considérable d'efforts pour trouver des solutions justes et acceptables aux problèmes des pays d'Afrique australe où la minorité blanche exerce toujours le pouvoir. Parallèlement, l'instabilité s'est aggravée dans la « corne de l'Afrique » (Somalie-Éthiopie) tandis que des divergences entre pays d'Afrique orientale ont suscité des tensions. L'accession à l'indépendance de Djibouti, l'ancien Territoire français des Afars et Issas, a fait disparaître un autre vestige du colonialisme européen.

Une fois encore, l'attention s'est surtout portée sur les problèmes de l'Afrique du Sud et les questions connexes du Zimbabwe (Rhodésie) et de la Namibie. Malheureusement, malgré les efforts des parties à la négociation pour liquider les derniers différends, l'année s'est achevée sans que l'on s'entende sur des formules susceptibles de ménager une transition entre le régime actuel et l'étape de l'indépendance et du gouvernement de la majorité dans ces deux territoires.

Rhodésie

Après l'échec de la conférence de Genève en janvier 1977, les gouvernements britannique et américain, en consultation avec les principales parties au différend rhodésien, ont élaboré un ensemble complet de propositions de règlement qui devaient servir de cadre à l'indépendance du Zimbabwe et de point de départ pour les négociations futures. A l'instar des premières propositions britanniques, le règlement suggéré avait fixé à mars 1978 la date de l'indépendance et prévoyait un accroissement de la participation britannique et internationale au processus de transition. Les propositions furent publiées en septembre et acceptées, peu après, par toutes les parties directement en cause, y compris M. Ian Smith et les nationalistes noirs. Le gouvernement du Canada avait accordé son appui plein et entier aux initiatives anglo-américaines et avait fait savoir qu'il était en principe disposé à contribuer à un fonds de développement financé par la communauté internationale. Cependant, plusieurs questions difficiles paralysèrent les pourparlers sur l'indépendance à la fin de 1977.